Association "Reconnaître le travail domestique – régulariser les sans-papiers"
Birmensdorferstr. 200
8003 Zürich
079 260 89 22
PC/CP: 85 - 278410 – 5
www.aemni.ch

Communiqué de presse du 5 mars 2014

21875 signatures pour plus de droits des employées de maison sans autorisation de séjour

Cet après-midi l'association „Reconnaître le travail domestique – régulariser les sans-papiers" a remis une pétition au Conseil Fédéral munie de 21875 signatures. Par cette pétition, les 30 organisations membre exigent des autorisations de séjour pour les employées de maison sans statut légal, ainsi que leur protection sociale et l'accès aux prud'hommes sans risque d'expulsion.

Munies de seaux de nettoyage et de balais, environ 100 personnes se sont déplacées en dansant à travers Berne en direction de la Chancellerie fédérale. Là, elles ont remis une pétition avec 21875 signatures au Conseil Fédéral qui exige plus de droits pour les employées de maison sans autorisation de séjour. Parmi les signataires se trouvent, entre autres, l'ancienne Conseillère fédérale Ruth Dreifuss, l'ancien président du Tribunal fédéral Giusep Nay, l'écrivain Pedro Lenz et le cinéaste Fernand Melgar. Les signataires demandent que le Conseil Fédéral :

1. accorde des autorisations de séjour aux travailleuses et travailleurs sans statut légal, en particulier à celles et à ceux actives/ifs dans le secteur de l'économie domestique.
2. garantisse la protection sociale des employées de maison, ceci sans risque d'expulsion.
3. garantisse l'accès aux prud'hommes (tribunaux du travail) pour les personnes sans autorisation de séjour, ceci sans risque d'expulsion.

L'association „Reconnaître le travail domestique – régulariser les sans-papiers" est soutenue par les organisations suivantes: Anlaufstelle für Sans-Papiers Basel, augenauf Bern, CCSI Centre de Contact Suisses-Immigrés Genève, C.E.D.R.I./Europäisches Bürgerforum, cfd – l'ONG féministe pour la paix, CSP Centre Social Protestant Vaud - La Fraternité, Collectif de soutien aux sans-papiers de Genève, Collectif de soutien et de défense des sans-papiers de la Côte, Collectif vaudois de soutien aux sans-papiers, FPS Femmes Protestantes en Suisse, FIMM Forum pour l'Intégration des Migrants et Migrantes, FIZ Fachstelle Frauenhandel und Frauenmigration, Gewerkschaft Unia, IGA Interprofessionelle Gewerkschaft der ArbeiterInnen, JDS Juristes Démocratiques de Suisse, Katholische Kirche Region Bern, l'autre syndicat, Movimento dei senza voce, Réseau OSEO Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière, SIT Syndicat Interprofessionel de Travailleuses et travailleurs de Genève, SKF Ligue suisse des femmes catholiques, Solidaritätsnetz Sans-Papiers Bern, Solidarité sans frontières, SOS Asile Vaud, SPAZ Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich, SSP Syndicat des services publics, Syndicat des communications syndicom, Terre des Femmes Schweiz, terre des hommes schweiz, Terre des Hommes Suisse, Union der ArbeiterInnen ohne geregelten Aufenthalt, USS Union Syndicale Suisse, Verein Berner Beratungsstelle für Sans-Papiers, Verein Kontakt- und Beratungsstelle für Sans-Papiers Luzern.

„Une régularisation des personnes sans statut légal (sans-papiers) s'impose surtout et avant tout après la votation du 9 février", a dit la présidente de l'association lors de la remise des signatures devant le Palais fédéral. En vue du changement imminent du cadre législatif en matière d'immigration dans une perspective restrictive elle a mis en garde contre le risque de „résoudre" le problème sur le dos des sans-papiers: „La demande de main-d'œuvre de la part de l'économie restant identique, davantage de sans-papiers devront exécuter ce travail, si les conditions d'octroi d'une autorisation de séjour se durcissent." Cela serait en outre aussi valable en ce qui concerne le regroupement familial dont on parle tant: „Les expériences avec le statut de saisonnier montrent qu'il n'est pas vrai que moins d'enfants de travailleuses et de travailleurs les rejoindront. Néanmoins en tant que sans-papiers ces enfants et ces jeunes auront bien des difficultés pour se former et pour pouvoir mener une vie décente, sans crainte d'être expulsés à tout moment.

La pétition est centrale dans la campagne „Aucune employée de maison n'est illégale", qui a été lancée en mars dernier par l'association. En ce moment, une exposition itinérante portant le même nom circule à travers la Suisse. Vous trouverez de plus amples informations sur le site : www.khii.ch/ausstellung.

En cas de questions et pour de plus amples informations, seront à votre disposition:

Salvatore Pittà, coordinateur campagne, 079 260 89 22, salvatore.pitta@sans-papiers.ch.

Elisabeth Joris, présidente association, 079 798 28 09, ejoris@bluewin.ch.

Légende: Munies de seaux de nettoyage et de balais environ 100 personnes ont non seulement remis aujourd'hui deux corbeilles à linge remplies de signatures au Conseil Fédéral, mais également les plus grands souhaits exprimés par des employées de maison sans autorisation de séjour.

Fotographe : Salvatore Pittà.